

Croissance du PIB de 2.1% en 2013

Avec une progression du PIB de 0.7% au dernier trimestre de 2013, la croissance économique s'établit pour l'ensemble de l'année passée à un peu plus de 2%. Les services non financiers ainsi que l'industrie et la construction ont largement soutenu l'activité sur la fin de 2013, mais les services financiers n'ont malheureusement pas profité du même élan. L'année 2014 bénéficiera d'un acquis de croissance relativement élevé, ce qui devrait permettre au PIB d'enregistrer une progression supérieure à celle de 2013.

Une dynamique portée par les services non financiers et le secteur secondaire à la fin de 2013

Au 4^{ème} trimestre 2013, le PIB luxembourgeois a progressé de 0.7% sur un trimestre (+2.5% sur un an). Ceci porte la croissance économique à 2.1% pour l'ensemble de l'année 2013, après -0.2% en 2012.

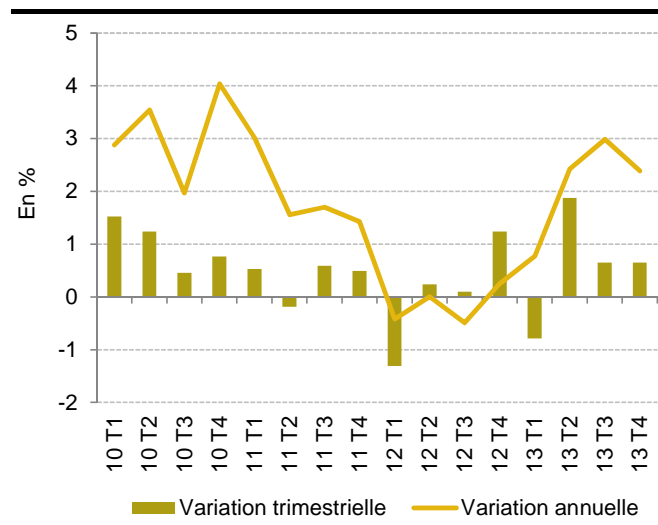
Ces résultats confortent la tendance de reprise entamée au croisement de 2012 et 2013, avec une progression moyenne de l'ordre de 0.6% par trimestre au cours des quatre derniers trimestres.

La croissance observée sur la fin de l'année s'explique principalement par la contribution élevée des exportations nettes (exportations moins importations). Celles-ci ont été fortement dynamisées par les services non financiers ainsi que les biens. A l'inverse, le solde des échanges de services financiers a largement dévissé (-4% sur un trimestre). Cette dernière évolution – en ligne avec le repli de la valeur ajoutée affiché par le secteur financier – a quelque chose d'inquiétant, même si elle ne constitue pas encore une tendance lourde (il y avait certes déjà une baisse au 3^{ème} trimestre, mais elle était beaucoup plus limitée). Les échanges de services non financiers ont donc très fortement progressé à la fin de 2013 (les données du 3^{ème} trimestre ont d'ailleurs été révisées à la hausse). Ce sont en particulier les domaines des licences et brevets, certains services de transport ainsi que les services informatiques qui notent les évolutions les plus favorables.

Les branches du secteur secondaire – l'industrie et la construction – avaient opéré un certain redressement au cours des 2^{ème} et 3^{ème} trimestres et cette tendance s'est largement renforcée sur les derniers mois de l'année. Les premiers éléments disponibles sur le début de 2014 dans ces branches laissent penser qu'elles apporteront une contribution encore nettement positive à la croissance pour le 1^{er} trimestre de l'année en cours.

L'investissement a pour sa part fortement reculé au 4^{ème} trimestre, mais – comme c'est régulièrement le cas – ce mouvement est principalement lié aux transactions (très volatiles)

PIB en volume



Source: STATEC

sur avions et satellites. Si l'on corrige les données de ces effets non conjoncturels, il ressort que l'investissement présente un profil relativement stable au cours des derniers trimestres.

La consommation des ménages a somme toute bien progressé au 2^{ème} semestre 2013, mais les données du début d'année 2013 ont par contre été revues à la baisse. Elle affiche au final une hausse de seulement 1.8% sur l'ensemble de 2013, c'est-à-dire moins élevée que celle de la population résidente (plus de 2%). En d'autres termes, la consommation par tête a reculé l'année passée.

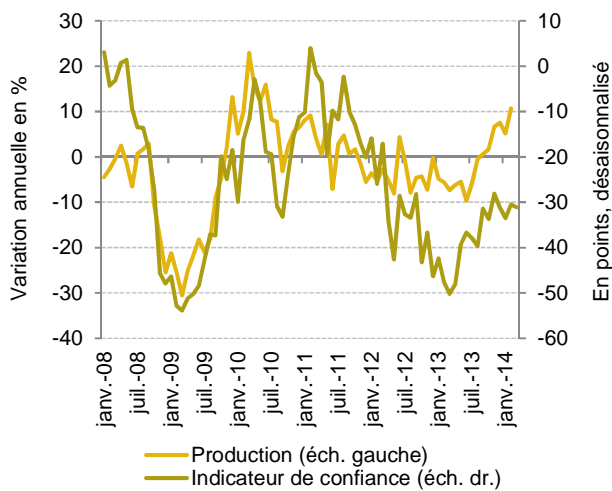
Un acquis de croissance relativement élevé pour 2014

Les données disponibles actuellement fournissent un acquis de croissance de 1.3% pour 2014 (c'est le résultat qui découlerait d'une stabilisation du PIB à son niveau du 4^{ème} trimestre 2013). Cet acquis de croissance à l'issue d'un 4^{ème} trimestre est assez important, puisqu'il faut remonter à 2007 pour retrouver un chiffre aussi élevé. Avec une progression moyenne de l'ordre de 0.6% par trimestre – une hypothèse loin d'être irréaliste puisqu'elle correspond au rythme d'expansion observé sur l'ensemble de 2013 – la progression du PIB serait proche de 3% sur l'ensemble de 2014.

Industrie

Un redressement tardif, mais prononcé

Production et confiance dans l'industrie



Source: STATEC

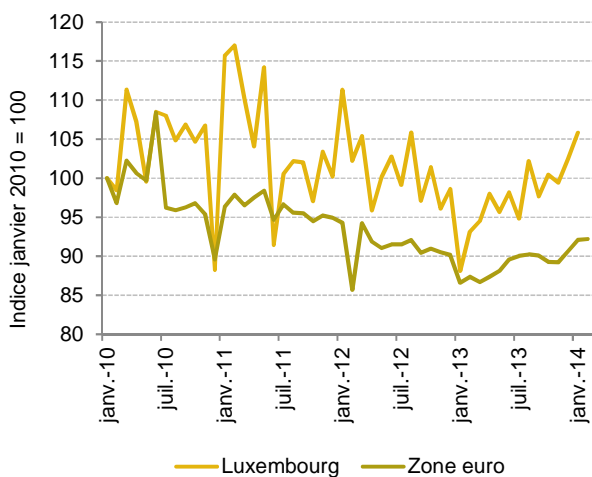
Après un redressement entamé au cours de la deuxième moitié de 2013, la production industrielle continue à bénéficier de vents favorables au début de 2014. Sur les deux premiers mois de l'année, elle enregistre une hausse de 8% par rapport à la même période de 2013. Cette dynamique profite à une très large majorité des secteurs qui composent l'industrie luxembourgeoise et s'inscrit en ligne avec le regain de confiance enregistré au travers des enquêtes de conjoncture dans l'industrie.

Cette reprise de la production industrielle au Luxembourg intervient avec un certain retard par rapport à la tendance relevée au niveau de la zone euro, où le redressement des indicateurs avait débuté au tournant de 2012 et 2013. Depuis la mi-2013 cependant, la production luxembourgeoise a effectué un très net rattrapage et compte parmi les plus dynamiques.

Construction

Le secteur reprend des couleurs

Production dans la construction



Source: Eurostat (données désaisonnalisées)

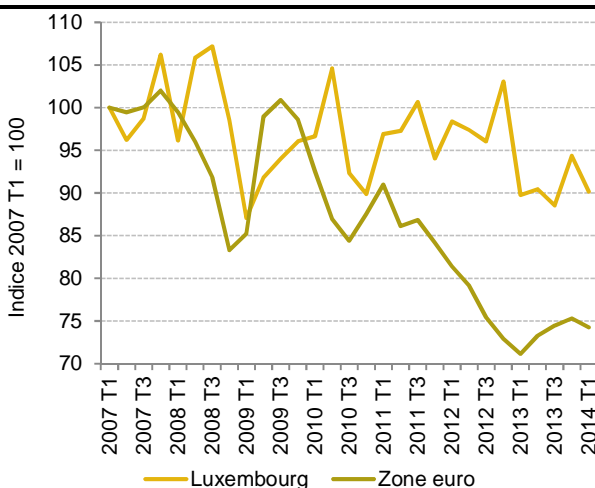
La production du secteur de la construction enregistre en janvier 2014 une hausse supérieure à 20% sur un an. Ce résultat impressionnant est lié d'une part au fait que la production avait été exceptionnellement faible en janvier 2013, pour cause notamment de conditions climatiques extrêmement défavorables (celles-ci avaient lourdement handicapé l'activité dans les domaines du bâtiment et du génie civil sur l'ensemble du 1^{er} trimestre), mais elle comporte également les signes d'une amélioration de type conjoncturel. Les données désaisonnalisées montrent en effet une tendance croissante depuis le 2^{ème} trimestre 2013 et celle-ci tend à se renforcer au début de 2014. Le caractère conjoncturel de cette reprise se voit conforté par l'amélioration simultanée des résultats des enquêtes d'opinions, où l'optimisme croissant des entrepreneurs se ressent jusqu'en mars 2014 (dernière donnée).

La production semble également bénéficier d'une reprise au niveau européen qui, bien que timide pour le moment, constitue une évolution encourageante après 6 années consécutives de baisse.

Consommation

Immatriculations: 1^{er} trimestre décevant

Nouvelles immatriculations de voitures particulières



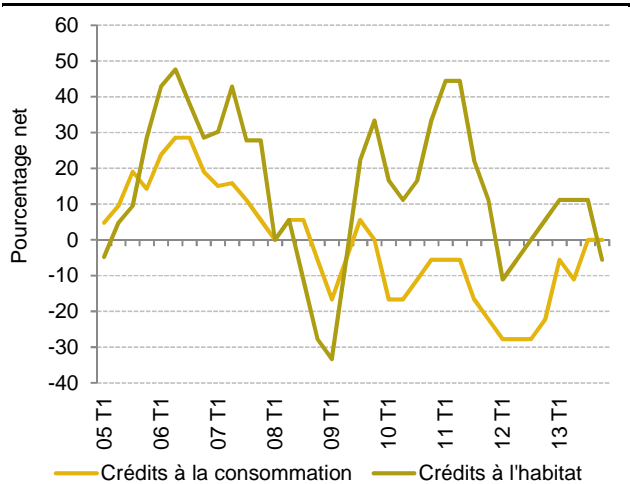
Sources: SNCT, STATEC (données désaisonnalisées)

Les automobilistes ne se sont pas rués sur les voitures neuves au 1^{er} trimestre 2014. Les immatriculations luxembourgeoises s'élèvent au même niveau – en l'occurrence faible – qu'un an plus tôt, et notent un repli en termes désaisonnalisés par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. La perspective d'une hausse de la TVA en 2015 aurait pourtant été susceptible de dynamiser les achats par anticipation, mais une telle réaction ne ressort pas encore des statistiques observées (il est toutefois probable qu'elle se produise au cours des trimestres suivants).

Dans la zone euro, les immatriculations restent relativement bien orientées. Malgré une certaine inflexion au 1^{er} trimestre (due principalement à un phénomène technique concernant les Pays-Bas), elles affichent une hausse de plus de 5% sur un an. Les progressions les plus fortes sont observées dans les pays du Sud de la zone euro.

Secteur financier

Demande de crédit des ménages au Luxembourg



Sources: BCE - STATEC (moyennes mobiles centrées sur 3 trim.)

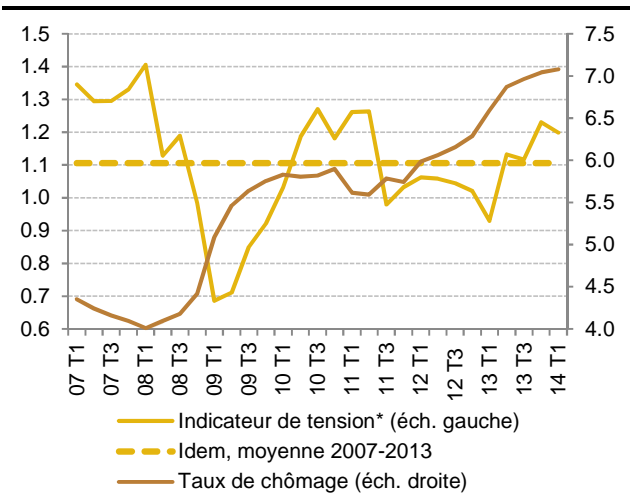
Evolution contrastée du crédit, globalement peu dynamique

D'après les données de l'enquête sur la distribution du crédit bancaire, la demande des ménages en matière de crédit semble en passe de se stabiliser au tournant de 2013 et 2014. Les banques du Luxembourg répondant à l'enquête avaient notamment mentionné une baisse prononcée de la demande de crédits à la consommation entre la mi-2011 et le début de 2013, mais ce mouvement semble arrivé à terme. Les résultats indiquent par contre une certaine retombée de la demande concernant les crédits à l'habitat à l'entrée dans 2014.

Du côté des crédits aux entreprises, les banques témoignent globalement de facteurs toujours négatifs pesant sur la demande, mais aussi d'un léger durcissement des critères d'octroi.

Marché du travail

Indicateur de tension sur le marché du travail et chômage



Source: ADEM, calculs STATEC (données désaisonnalisées)
* Ratio: Nouvelles offres d'emplois par rapport aux nouvelles inscriptions

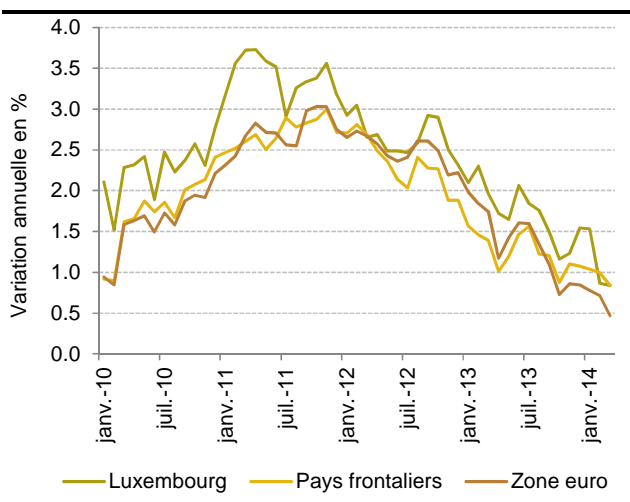
Une progression du chômage moins forte

En mars 2014, le taux de chômage est resté stable à 7.1% de la population active (c'est le taux observé depuis décembre 2013, correspondant à environ 18 000 personnes inscrites au chômage).

Cette stabilisation s'explique en grande partie par une hausse des bénéficiaires de mesures pour l'emploi depuis janvier 2014, surtout au niveau des jeunes (CAE - Contrat d'appui emploi et CIE - Contrat d'initiation à l'emploi). On constate également une hausse moins prononcée du nombre total de personnes inscrites auprès de l'ADEM (chômeurs + personnes en mesures), probablement en lien avec l'amélioration de la conjoncture. Les tensions sur le marché du travail sont plus prononcées depuis la mi-2013, comme en témoigne le ratio entre nouvelles offres d'emplois déclarées à l'ADEM et nouvelles inscriptions au chômage. Toutefois, ces tensions sont encore trop faibles pour impacter significativement le chômage à la baisse. On constate d'autre part qu'elles avaient atteint un maximum en janvier 2014, mais qu'elles se sont sensiblement relâchées jusqu'en mars du fait notamment d'un afflux réduit des offres d'emploi.

Prix

Prix à la consommation



Sources: Eurostat (IPCH), STATEC (IPCN pour le Luxembourg)

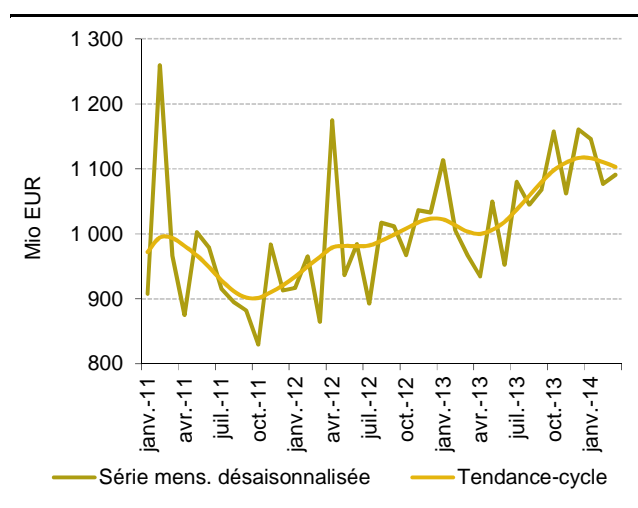
L'écart avec les pays frontaliers se réduit

L'écart inflationniste entre le Luxembourg et les pays frontaliers s'est considérablement réduit sur les derniers mois et devient quasi-nul depuis février 2014. La réduction de cet écart (0.5 points de % en moyenne sur les dernières 5 années) est en grande partie due à la récente accalmie des effets liés aux prix administrés (qui avaient nettement tiré l'inflation luxembourgeoise en 2013). L'écart demeure encore conséquent avec l'ensemble de la zone euro, en lien notamment avec les tendances déflationnistes observées dans certains Etats membres (Grèce, Espagne, Portugal). Comme ailleurs en Europe, l'inflation recule au Luxembourg aussi du fait d'une pression moins forte des prix alimentaires ainsi que des prix de l'énergie.

Il est intéressant de constater que les anticipations d'inflation des ménages continuent à baisser dans la zone euro (pour atteindre en mars le niveau le plus faible depuis trois ans), mais qu'elles sont par contre orientées à la hausse au Luxembourg sur les derniers mois, probablement en lien avec la perspective – et depuis peu l'assurance – d'une hausse de la TVA à partir de 2015.

Finances publiques

Recettes fiscales – données mensuelles



Sources: Administrations fiscales, STATEC

Des recettes publiques relativement bien orientées au début de 2014

Le 1^{er} trimestre 2014 a été marqué par une progression un peu moins dynamique des recettes publiques (+2% sur un trimestre, contre +6% en moyenne sur les deux trimestres précédents). Néanmoins, en comparaison annuelle, elles affichent une hausse conséquente, de l'ordre de 7% (+230 Mio EUR), par rapport au début de 2013. Cette progression est principalement due à une hausse des impôts sur les sociétés (de 131 Mio EUR, soit +27%), et une augmentation des impôts sur les ménages (96 Mio EUR, soit +9%). Les recettes de TVA ont peu progressé, en lien notamment avec une accélération des remboursements de TVA au début de 2014 (avec un impact à la baisse sur les revenus de TVA nette); ce phénomène, de nature technique, est susceptible de s'estomper par la suite et l'amélioration de la conjoncture devrait soutenir davantage les recettes de TVA (ainsi que des autres recettes) sur le restant de 2014. Les recettes de TVA issues du commerce électronique, qui représentent maintenant presque un tiers des recettes totales de TVA, ont pour leur part progressé de 15% sur un an au 1^{er} trimestre.

Tableau de bord

| | juil-13 | août-13 | sept-13 | oct-13 | nov-13 | déc-13 | janv-14 | févr-14 | mars-14 | Moyenne des trois derniers mois | Même période de l'année précédente |
|--|---------|---------|---------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|---------------------------------|------------------------------------|
| Variations annuelles en %, sauf mention contraire | | | | | | | | | | | |
| Activité | | | | | | | | | | | |
| Production industrielle par jour ouvrable, en volume | -5.7 | -0.6 | 0.6 | 1.5 | 6.6 | 9.1 | 5.1 | ... | ... | 6.9 | -4.1 |
| Production dans la construction par jour ouvrable, en volume | -4.3 | -4.8 | 0.4 | -0.7 | 3.1 | 5.0 | 24.8 | ... | ... | 9.8 | -11.1 |
| Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants | 2.2 | 1.9 | -0.9 | -0.5 | 0.7 | -1.4 | 1.4 | ... | ... | 0.1 | -0.4 |
| Prix, salaires | | | | | | | | | | | |
| Indice des prix à la consommation (IPCN) | 1.8 | 1.8 | 1.5 | 1.2 | 1.2 | 1.5 | 1.5 | 0.9 | 0.8 | 1.1 | 2.1 |
| Inflation sous-jacente | 2.0 | 2.3 | 2.1 | 2.0 | 1.9 | 2.0 | 2.1 | 1.6 | 1.5 | 1.7 | 2.2 |
| Indice des produits pétroliers | -0.1 | -3.8 | -4.7 | -7.9 | -6.2 | -3.6 | -4.7 | -6.8 | -6.4 | -6.0 | 1.3 |
| Indice des prix à la production industrielle | -3.5 | -3.3 | -3.3 | -3.2 | -2.8 | -2.6 | -2.6 | -3.6 | ... | -3.0 | -0.9 |
| Indice des prix à la construction ¹ | 1.9 | 1.9 | 1.9 | 1.9 | 1.9 | 1.9 | ... | ... | ... | 1.9 | 2.8 |
| Coût salarial moyen par personne (CNT) | 3.6 | 3.6 | 3.6 | 3.6 | 3.6 | 3.6 | ... | ... | ... | 3.6 | 2.8 |
| Commerce extérieur | | | | | | | | | | | |
| Exportations de biens en volume | 0.6 | -4.3 | -2.7 | 3.6 | 4.1 | 12.9 | 12.7 | ... | ... | 9.7 | -5.7 |
| Importations de biens en volume | -3.6 | -5.6 | -4.6 | -4.8 | -1.7 | -1.6 | -4.3 | ... | ... | -2.6 | 10.5 |
| Emploi, chômage | | | | | | | | | | | |
| Emploi salarié intérieur | 1.8 | 2.0 | 1.7 | 1.9 | 2.0 | 1.7 | 2.3 | 2.4 | 2.5 | 2.4 | 1.6 |
| Emploi national | 1.7 | 2.0 | 1.8 | 1.7 | 1.6 | 1.5 | 2.5 | 2.6 | 2.6 | 2.5 | 1.7 |
| Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM) | 7.0 | 6.9 | 7.0 | 7.0 | 7.0 | 7.1 | 7.1 | 7.1 | 7.1 | 7.1 | 6.6 |

Source: STATEC

Les données en couleur sont des estimations, cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹Estimations sur base de données semestrielles

Repères

| | Variation en % par rapport au trimestre précédent | | | | | |
|---|---|---------|---------|---------|---------|----------------|
| | 2012 T3 | 2012 T4 | 2013 T1 | 2013 T2 | 2013 T3 | 2013 T4 |
| Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne) | -0.2 | -0.5 | -0.2 | 0.3 | 0.1 | 0.2 |
| Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec) | 0.1 | 1.2 | -0.8 | 1.9 | 0.6 | 0.7 |
| | Variation annuelle en % | | | | | |
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | Prévision 2014 |
| Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec) | -5.6 | 3.1 | 1.9 | -0.2 | 2.1 | 2.7 |

PIB en valeur 2013: 45 478 Mio EUR
 Salaire minimum mensuel (depuis le 01/10/2013): 1 921.03 EUR
 Balance courante (T4 2013): 1 094 Mio EUR
 Population résidente (01/01/2014): 549 680

Indice des prix à la consommation (03/2014) - base 1er janvier 1948: 826.06
 Moyenne semestrielle de l'indice rattaché au 1^{er} janvier 1948: 823.00
 Date prévue pour la prochaine indexation des salaires: 4^{ème} trimestre 2014

Institut national de la statistique et des études économiques

Tél: 247-84219

info@statec.etat.lu

www.statistiques.lu

13, rue Erasme

B.P. 304

L-2013 Luxembourg

Pour en savoir plus:

Bastien Larue

Tél. 247-84339

E-mail: bastien.larue@statec.etat.lu

Véronique Sinner

Tél. 247-84228

E-mail: veronique.sinner@statec.etat.lu